



Texte • Fotos • Interviews • Illustrationen

30 Jahre Jugendsession

30
JAHRE
JUGEND
SESSION

30
ANNI
SESSIONE
DEI GIOVANI

30
ANS
SESSION
DES JEUNES

Préface

Message du Président de la Confédération

Apprendre à servir

Pourquoi des hommes et des femmes s'engagent-ils en politique? Lorsqu'on examine ce que subissent politiciens et politiciennes dans les médias, les réseaux sociaux, ou lors de débats publics, on peut sincèrement se poser la question. Des injures aux menaces, rien ne leur semble épargné. Alors pourquoi s'engager si les couronnes de laurier sont plutôt rares et les tombereaux de fumier assurés ?

Faire carrière ? En Suisse, cela tient plus de la loterie que de la planification. Toutes sortes de critères qui n'ont rien à voir avec les compétences et les engagements filtrent les candidats et candidates à chaque étape : quelle vallée, quelle confession, quelle langue, quel parti, quel sexe sont autant de questions ouvertement ou secrètement formulées qui participent à l'élagage des rangs de ceux qui rêvent d'atteindre les plus hautes fonctions. Certes, celui ou celle qui a réussi à passer ce parcours du combattant a souvent démontré sa valeur. Mais la plupart du temps, cela ne suffit pas pour atteindre l'objectif ultime. Avoir le bon profil au bon moment semble primer sur les qualités personnelles.

Alors promouvoir et réaliser ses idées? Notre système politique porté sur le compromis est plus proche d'une fabrique de saucisses que d'un atelier faisant du sur mesure. Toutes sortes d'ingrédients sont utilisés dans la production de ladite saucisse. A la fin, plus personne n'en connaît vraiment la recette. On espère cependant que le résultat sera sinon succulent, du moins mangeable. Rares sont les politiciens et politiciennes suisses qui peuvent s'attribuer pleinement la paternité d'un projet de loi majeur. Dans le pire des cas, le souverain enterrera le projet lors d'un pluvieux dimanche de votations. Bref, ici aussi la joie que peut procurer un engagement politique reste sujet à caution.

Alors tout est-il perdu pour autant? J'aime bien citer le discours inaugural du président des Etats-Unis John F. Kennedy prononcé en 1961 : « Ne demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous, mais ce que vous pouvez faire pour votre pays. » Quelles que soient vos convictions, entrez en politique dans un esprit de service, non dans un esprit de conquête. Il est possible que vous y trouviez de grandes satisfactions en termes de réussite personnelle. Mais en fin de compte, ce qui doit vous guider, c'est le plaisir du devoir accompli à l'égard du pays et de sa communauté. C'est un contentement très personnel, quasi intime, mais le seul qui soit garanti. Je vous souhaite une passionnante session des Jeunes.

Guy Parmelin

Président de la Confédération

Bern 2021

9	Was ist die Jugendsession?	40	2013–2016: La sessione dei giovani a Berna
11	1991 : La première session des jeunes	42	The Organising Committee
14	1993: Istituzionalizzazione	44	Interview OK
16	Interview Gründung Jugendsession	49	Die Rolle der SAJV
21	1994–1996: The Early Years	51	The Youth Session's Achievements
23	1997–2000 : Session des jeunes régionale	54	Forderungen der Jugendsession
25	2001–2006: Gli anni del forum	58	2016–2021 : Les dernières éditions en date
28	Forum	60	The Youth Session's Partners
30	Interview Forum	62	Interview erfolgreiche Teilnehmerin
35	2007–2010 : « petites » sessions des jeunes	66	Le*i partecipanti della sessione del giovani
37	2011–2012: Regionen und Bern	68	Interview ehemaliger Teilnehmer



Was ist die Jugendsession?

Verkehrte Welt im Bundeshaus: Die Jugend spricht und Parlamentarierinnen und Parlamentarier hören zu. Das ist die Eidgenössische Jugendsession. Für vier Tage machen die Politikerinnen und Politiker im Bundeshaus Platz und die Jugendlichen sagen, was sie bewegt – und was sie bewegen wollen.

Im Rahmen der Eidgenössischen Jugendsession erhalten jährlich 200 Jugendliche aus der ganzen Schweiz die Gelegenheit, während vier Tagen politisch aktiv zu werden und ihre Anliegen zu vertreten. Alle Interessierten zwischen 14 und 21 Jahren können sich kostenlos anmelden – unabhängig von Sprache, Bildungshintergrund oder Parteizugehörigkeit. Die Plätze für die Jugendsession werden in einem Auswahlverfahren vergeben, das auf eine möglichst breite Vertretung der Jugend in der Schweiz abzielt. Es ist zudem ein Anliegen, Jugendlichen unabhängig ihrer bereits vorhandenen oder nicht vorhandenen politischen Prägung einen Zugang zur Jugendpartizipation und einen Einblick in die Schweizer Politik zu ermöglichen.

Die Jugendsession ist denn auch nicht nur ein jährlicher Anlass, sondern eines der grössten partizipativen Projekte von Jugendlichen für Jugendliche in der Schweiz. Rund 30 junge Freiwillige engagieren sich das ganze Jahr hindurch für die Jugendsession und arbeiten in zwei Gremien mit: Das Organisationskomitee organisiert die Durchführung der nächsten Jugendsession, während sich das Forum mittels Lobbyings für die erarbeiteten Forderungen stark macht. Unterstützt werden sie dabei von der Projektleitung der Schweizerischen Arbeitsgemeinschaft der Jugendverbände (SAJV).

Die Jugendsession dient dazu, die *Citoyenneté* – Mitreden, Mitgestalten, Mitentscheiden – der Jugendlichen in der Schweiz zu fördern und

steht allen Jugendlichen zwischen 14 und 21 Jahren offen, unabhängig von Herkunft, Aufenthaltsstatus, finanzieller Lage, Bildungshintergrund, Geschlecht oder Handicap.

Die Jugendsession setzt sich dafür ein, Jugendlichen die Möglichkeit zu bieten, sich aktiv am politischen Leben zu beteiligen und als politische Stimme ernst genommen zu werden. Dies geschieht durch eine kostenlose Teilnahme, die Verfolgung der Forderungen durch das Forum und deren Bearbeitung durch das Parlament. Die Jugendsession entwickelt sich zeitgemäss und bietet den Teilnehmenden vermehrt digitale Partizipationsmittel. Ohne das Engagement von freiwillig engagierten Jugendlichen, die massgeblich bei der Organisation und dem Lobbying beteiligt sind, wäre die Jugendpartizipation unvorstellbar. Die Jugendsession bietet jungen Menschen eine Plattform zur Mitgestaltung und Mitbestimmung und ermöglicht ihnen, Verantwortung zu übernehmen. Somit leistet die Jugendsession auch einen wichtigen Beitrag zur politischen Bildung der Jugendlichen in der Schweiz.

Die Jugendsession soll als inklusives Projekt für alle Jugendlichen offen sein. Neben der Sensibilisierung zu Inklusion und Diskriminierung legt sie mit den freiwillig Engagierten die inklusiven Werte der Jugendsession fest. Die Jugendsession beschränkt sich jedoch nicht auf eine diskursive Betrachtung, sondern unternimmt aktiv Bemühungen, um bisher untervertretene Gruppen zu erreichen und entwickelt bedürfnisorientierte Angebote, die eine reale Partizipation ermöglichen.

Die Jugendsession bietet Jugendlichen die Möglichkeit, die Funktionsweise der nationalen Politik kennenzulernen und die politische Meinungsbildung in einem realen, aber ungezwungenen Rahmen zu erleben. Durch die Jugendsession selbst wie auch durch die vermehrt spezifisch organisierten Anlässe können Jugendliche und politische Akteurinnen und Akteure miteinander in Kontakt treten und werden für die Möglichkeiten politischen und zivilgesellschaftlichen Engagements sensibilisiert. Darüber hinaus bietet die Jugendsession den Freiwilligen eine einzigartige Gelegenheit, attraktive Weiterbildungen zu besuchen und entsprechende Bescheinigungen zu erhalten, die als Qualifikationsnachweis für private und berufliche Betätigungsfelder dienen.

1991 : La première session des jeunes

Dans le cadre du 700ème anniversaire de la Confédération, 246 jeunes ont eu l'occasion de se réunir lors d'une session des jeunes et d'émettre des revendications politiques. Après d'intenses discussions, les jeunes ont demandé davantage de protection de l'environnement, le libre choix entre les services militaire et civil, et l'adhésion à la communauté européenne.

En 1991, la Suisse fêtait le supposé 700ème anniversaire du pacte fédéral de 1291 entre les communautés des vallées d'Uri, de Schwyz et de Nidwald, considéré traditionnellement comme l'acte fondateur de l'ancienne confédération. La proposition ambitieuse d'une exposition nationale en Suisse centrale ayant été rejetée en votation populaire dans plusieurs cantons, le Conseil fédéral et le Parlement décidèrent en 1989 d'une « série de festivités qui servir[ai]ent en premier lieu à la rencontre et à l'échange culturel ». Pendant toute l'année et dans toute la Suisse, plus de 700 « festivités, fêtes, actions et attractions » furent organisées, s'inscrivant dans la « Fête des quatre cultures », la « Fête de la Confédération » et la « Fête de la solidarité ». En plus de ces événements officiels, d'autres manifestations nationales furent également organisées. Parmi celle-ci, la « Journée de la jeunesse au parlement » du 25 septembre 1991 – que nous connaissons aujourd'hui comme la première Session des jeunes.

Cette session des jeunes a été organisée par le Conseil suisse des activités de jeunesse (CSAJ) en collaboration avec un groupe de parlementaires dirigé par le conseiller national Roland Wiederkehr (ADI, ZH) et avec la Fondation Dialogue. Leur objectif ? Permettre aux jeunes de « discuter de leurs préoccupations politiques et les rendre visibles, aux yeux du public comme des responsables politiques. » La Session des jeunes permettait



aussi de « montrer que beaucoup de jeunes veulent s'engager en politique – lorsqu'on leur en donne réellement la possibilité ». Enfin, le CSAJ visait une institutionnalisation à long terme de la Session des jeunes.

Parmi les plus de 600 inscriptions, 246 jeunes ont été retenu*es, venant de toute la Suisse et des quatre régions linguistiques. « L'égalité de représentation des sexes et une représentation adéquate des 'minorités' » était également visée. La Session des jeunes a démarré avec des tables rondes sur les thèmes « environnement et déchets », « la Suisse en Europe et dans le monde », et « le service civil comme alternative au service militaire ». Ensuite, les jeunes se sont réparti*es en groupes de travail et ont développé des revendications sur les différents thèmes. Enfin, ils*elles se sont réuni*es en plénum dans la salle du Conseil national. Plus de 30 représentant*es des partis de jeunes et près de 100 membres du Parlement fédéral ont suivi les discussions depuis la tribune.

Les jeunes ont demandé, par 152 voix contre 39, un « changement profond et immédiat de notre manière de considérer la nature ». Afin de réduire les émissions de CO2 de la Suisse à hauteur de 50 % à l'horizon 2025 et de réduire de moitié la quantité de déchets jusqu'en 2005, les jeunes proposaient notamment de réduire le trafic motorisé individuel tout en développant les transports en commun, d'introduire « un mode de pensée écologique dans le système fiscal », et de recycler davantage.

Les jeunes ont également demandé, par 158 voix contre 28, un plus grand engagement pour un monde plus juste et plus paisible, plus concrètement par un engagement fort de la Suisse en faveur des droits humains et par plus de coopération au développement. Avec 98 voix contre 67, les jeunes se sont aussi exprimés en faveur d'une adhésion à la communauté européenne. Par ailleurs, une pétition pour un choix libre entre le service militaire et le service civil a été acceptée par 166 voix contre 42 – et ce une semaine avant que l'introduction du service civil ne soit discutée dans les deux chambres fédérales. Enfin, les jeunes ont demandé, par 191 voix contre 5, qu'un « organe officiel soit mis en place pour aider les jeunes Suisses à faire valoir leurs revendications, souhaits et propositions devant le Conseil national et le Conseil des États ».

La première Session des jeunes s'est conclue par une discussion d'une vingtaine de minutes entre le président de la Confédération Flavio Cotti (PDC, TI) et les participant*es.

1993: La sessione dei giovani viene istituzionalizzata

Nonostante la prima Sessione dei giovani sia stata un grande successo per le i partecipanti, solo nel 1993 è stato possibile svolgerne un'altra.*

Ora, però, è stata istituzionalizzata per il futuro - anche se non nel modo richiesto dalle dai partecipanti.*

Quando la prima Sessione dei giovani terminò la sera del 25 settembre 1991, non era chiaro come sarebbe continuata. Da un lato, la Federazione svizzera delle associazioni giovanili (FSAG) voleva che diventasse un'istituzione permanente fin dall'inizio, ma dall'altro, dato il carattere poco cerimonioso dell'evento, le* i parlamentari in particolare erano dell'opinione che un evento una tantum in occasione del 700° anniversario della Confederazione svizzera fosse sufficiente. A divers* i partecipanti e osservatori*trici non è inoltre piaciuta la «tendenza alla sinistra da parte degli organizzatori e dell'evento in generale». Inoltre, anche se le richieste della prima Sessione dei giovani siano state ben accolte, sono rapidamente scomparse in un cassetto. Poiché le* i parlamentari non mostravano generalmente grande entusiasmo per l'impegno politico delle* dei giovani, l'impressione dopo la Sessione dei giovani del 1991 era: «Per eventi speciali come la Sessione dei giovani del 1991, le* i giovani erano ben vist* nel Parlamento federale, ma nella politica reale la loro opinione non è quasi mai richiesta».

C'è voluto un notevole impegno sia all'interno che all'esterno del Parlamento per ripetere la Sessione dei giovani. Di conseguenza, la seconda edizione non ha avuto luogo prima del 3 e 4 dicembre 1993. Nel frattempo, la Commissione Federale per l'infanzia e la gioventù (CFIG), aveva assunto il

patrocinio, e il concetto ora prevedeva che la metà dei 200 partecipanti dai 14 ai 21 anni fosse delegata dalle associazioni giovanili, che potevano inviare da una a tre persone alla Sessione, a seconda delle proprie dimensioni rispettive. Tuttavia, solo 31 delle 98 associazioni contattate hanno sfruttato questa opportunità e hanno inviato un totale di 52 partecipanti. In aggiunta, altre persone interessate hanno potuto registrarsi rispondendo agli annunci nelle scuole, nei centri giovanili, nei media giovanili e nella stampa quotidiana. Dalle quasi 700 iscrizioni, 200 giovani sono stat* infine selezionat*, assicurandosi ancora una volta che i generi così come le regioni fossero adeguatamente rappresentati.

Il primo giorno, le* i partecipanti hanno discusso temi preselezionati specifici per le* i giovani, come gioventù politica, la violenza, l'educazione e il lavoro e gli spazi liberi per le* i giovani, e hanno elaborato una lista comune di richieste. Il secondo giorno, le richieste sono state elaborate e poi presentate al plenum nella sala del Consiglio Nazionale, modificate se necessario e infine adottate.

Le* i giovani hanno rivendicato, tra le altre cose, un paesaggio educativo armonizzato con più permeabilità e pari opportunità così come la creazione di maturità professionali nel maggior numero possibile di settori, più prevenzione della violenza dentro e fuori le scuole e - sullo sfondo dello sgombero violento dell'area occupata di Wohlgröth - più spazio libero per le* i giovani. Tuttavia, la richiesta centrale della seconda Sessione dei giovani, sostenuta anche da più di 6.000 altre persone, era la creazione di un «parlamento federale giovanile permanente» eletto democraticamente, con un proprio budget e il diritto di avanzare richieste nelle Camere federali.

Anche se questa richiesta ha avuto un'approvazione almeno parziale in parlamento, il Consiglio federale e il Parlamento alla fine hanno solo accettato di «continuare a sostenere finanziariamente le Sessioni dei giovani pianificate e organizzate dalle associazioni giovanili su loro iniziativa e responsabilità». Anche se la richiesta effettiva di un parlamento giovanile non è stata soddisfatta, la Sessione dei giovani è diventata un'istituzione permanente nel panorama politico (giovanile) svizzero con questo sostegno politico e finanziario del Consiglio federale e del Parlamento.

Gründung Jugendsession



Roland Wiederkehr (*1943) war erster Geschäftsführer des WWF Schweiz und von 1987 bis 2003 Mitglied des Nationalrates (LdU, ZH). Er hat 1991 die erste Jugendsession mitorganisiert und lebt heute in Aesch ZH.

INTERVIEW

ROLAND WIEDERKEHR

Wie kam es dazu, dass 1991 die erste Jugendsession veranstaltet wurde?
«Fest der Solidarität» hiess die internationale Komponente zur 700-Jahr-Feier, die ich mit einem kleinen Team organisieren konnte. Wir veranstalteten viele Konzerte und Theater mit jungen Künstlern aus dem In- und Ausland. Die SAJV hatte den Wunsch, doch auch noch etwas für politische Solidarität zwischen Jung und Alt im eigenen Land zu tun: Mit einer Jugendsession. Ich habe das dem Büro des Parlaments vorgeschlagen und wurde prompt dazu verknurrt, die erste Jugendsession zusammen mit der SAJV zu organisieren.

Was waren die Nachwirkungen der Jugendsession 1991?

Viele Ratsmitglieder waren sehr positiv überrascht von der hohen Qualität der Voten und der Forderungen ans Parlament – viele davon auf die Zukunft der Jungen ausgerichtet, ganz im Sinne von «gouverner, c'est prévoir». Aber «Zukunft» war ausserhalb des Zeithorizonts des Parlaments – man widmete sich dem «Tagesgeschäft». Der Tenor war: «jaja, jetzt haben wir etwas getan, wir haben die Jugendlichen zu Wort kommen lassen, war noch ganz interessant, was sie so gesagt haben». Und die Forderungen sind in der Schublade verschwunden.

Wie kam es dann doch zur Institutionalisierung der Jugendsession ab 1993?

Es passte dann doch nicht allen, dass 1991 im Nationalratssaal Leinwände aufgezogen worden sind, um Bilder und Filme zu zeigen, oder sogar ein Theater aufzuführen. Denn: das «Parlament» sei ja fürs «parlaren» da, man müsse mit Worten überzeugen können – und nicht mit Bildern und Theaterspielen Emotionen schüren. Deswegen wollte man es bei dieser einen Jugendsession belassen. Es brauchte dann viel Überzeugungskraft von mir und anderen, um 1993 eine weitere Session zu erreichen und sie zu institutionalisieren.

Was ist heute die Rolle und Aufgabe der Jugendsession?

Politische Bildung ist Voraussetzung für politisches Handeln, und diese zu fördern ist ganz klar eine Aufgabe der Jugendsession. Ein wichtiges Element ist aber auch, Einblicke in den politischen Prozess zu erhalten, zum Mitmachen aufgefordert zu werden, und sich dann auch zu äussern. Wenn aber die Stimme der Jugend dann nicht gehört wird von der etablierten Politik und die Zukunftsvorschläge kein Echo finden in den Bundeshaus-Hallen, dann ist das frustrierend und dem Milizgedanken abträglich. Aber dennoch gilt: Wer sich nicht politisch betätigt, der wird getätigt.

Wie könnte die politische Bildung, Partizipation und Wahrnehmung der Jugend weiter gefördert werden?

Gerade weil «Politik der Zukunft» die Jugendlichen besonders betrifft, haben sie nicht nur das Recht aufzutreten, sondern müssen auch gehört werden. Aber wie schon 1991 klar wurde, könnt ihr nicht auf das Parlament vertrauen. Wenn ihr eure Forderungen durchsetzen wollt, so müsst ihr eine Bewegung schaffen und immer wieder in den Medien sein. Dabei dürft ihr durchaus auch mit dem Finger auf diejenigen zeigen, die nichts von euren Forderungen wissen wollen, und sagen: «die versauen uns unsere Zukunft». Ihr dürft nicht lockerlassen und müsst mit den Forderungen immer wieder auf die Parlamentarierinnen und Parlamentarier zugehen. Denn nur wenn sie merken, dass es ein Thema ist, mit dem sie auch wiedergewählt werden können, machen sie mit. Es freut mich daher, dass es das Forum gibt, das sich speziell darum kümmert, aber ich denke, es müsste professioneller organisiert sein und den Jungen ein Auskommen bieten. Es dürfte auch provokativer sein, damit die Jugendlichen eine gewaltigere Stimme haben.

Was wünschst du der Jugendsession zum 30. Geburtstag?

Dass die Jugendlichen trotz Frust nicht aufgeben, und dass die persönliche Entwicklung der Teilnehmerinnen und Teilnehmer so verläuft, dass die Gesellschaft insgesamt genügend engagierte Junge hat, damit sie sich «zukunfts-trächtig» verändern kann – und das möglichst rasch.



1994–1996 The Early Years

After the fight for institutionalisation, the Youth Session was able to focus more on content. Thus, the three instalments were guided by a different general topic each: climate, the future, and addiction.

With more time and better tailored demands, the Youth Session's impact improved, and thousands of youths were motivated to participate in politics.

Having successfully achieved its own institutionalisation, the Youth Session and its organisers were now able to focus more closely on the political content discussed each year. Nevertheless, the dream of a permanent youth parliament was still alive and the subject of closing addresses, demands, and expert commentary. While these debates bear witness of both the ongoing push to create a real youth parliament endowed with specific political powers and the persisting fear of becoming a politically irrelevant exercise in tokenism, the organisers and participants decided to focus more closely on enhancing the impact of their demands through better preparation. Of central importance to this goal was the introduction of general topics for each year. In 1994, the youths discussed several aspects of the issue of climate; in 1995, all topics were linked to the future and tomorrow's world; and in 1996, the participants focussed on addiction in its many forms. This allowed for more focussed and in-depth discussions and enabled the participants to approach these issues more comprehensively and more focussed.

However, not only the organisers but also the participants did their part. Having realised that many of their demands were perceived as utopian, fanciful, or unrealistic, they seem to have disciplined themselves both concerning the scope and content of their demands. While this approach could

not convince all participants and did not always prevail, both observers and participants attested that the Youth Session's demands were less «starry-eyed» and had become more practical, realistic, and targeted than they had been in previous years. That being said, the Youth Session's representativeness continued to be a contested topic, particularly among centrist and right-wing politicians and journalists, with the far-right Freedom Party going so far as to organise a counter event for their own party youth wing in 1994.

In addition to these organisational changes, the Youth Session also got other opportunities to increase its impact: more and more members of parliament of (almost) all political stripes discarded their scepticism vis-à-vis the Youth Session and visited the working groups or attended the plenary debate, the first petitions had been treated (and in part approved) by parliament, and media coverage increased. In a stroke of luck, the 1994 Youth Session was awarded 30'000 Swiss Francs by the Federal Office for the Environment to support specific projects combating global warming, enabling the assembled youth to not only demand that more be done to protect climate and the environment but to decide which projects to support. The plenary assembly chose to support a bicycle-project for Eastern Europe, a 17'000-hectare reforestation project in Costa Rica, and a popular initiative aiming at outlawing the use of motorised private transport in Lucerne.

However, the political education of children and young adults was and is just as important as the political impact, and already in 1996, the organising committee was highly satisfied with the Youth Session's successes in that regard: «thanks to the Youth Session, more than 20'000 youths have had profound contacts with politics». Cornelia Diethelm, a long-standing member of the organising committee, emphasised the Youth Session's importance with regard to political education and participation: «We don't consider the number of adopted petitions as an indicator of our success. Our efforts result in something different: motivated youths who are convinced that politics is important and who are ready and eager to participate in the political process. The Youth Session is not a paper mill but a space of specific participation possibilities which are otherwise rare for youths».

1997–2000 : Session des jeunes régionale

Dans le but d'atteindre plus de jeunes, la Session des jeunes s'est déroulée en deux temps entre 1997 et 2000 : dans un premier temps, les jeunes discutaient dans différentes villes de Suisse d'aspects du thème de la Session et élaboraient des propositions pour la Session des jeunes fédérale, qui se tenait dans un second temps sur un weekend à Berne.

Pendant plusieurs années, la Session des jeunes s'était tenue sur une, puis deux journées à Berne. En 1997, le comité d'organisation a décidé de revoir le concept. La nouvelle formule prévoyait une Session des jeunes en deux temps : elle commencerait par une session préparatoire pendant l'automne dans huit villes de Suisse, pendant laquelle on discuterait du thème de l'année et on élaborerait des propositions.

Lors de ces sessions préparatoires, des centaines de jeunes intéressés*es ont participé à des groupes de travail sur une matinée. On leur y transmettait le savoir nécessaire pour élaborer des pétitions, et on y traitait de manière complète de thèmes aussi vastes que « la Suisse et l'Europe », « solidarité », « communication » ou encore « démocratie ». L'après-midi, les jeunes travaillaient en duo pour élaborer leurs propositions de pétitions, avec le soutien des responsables de groupes et des expert*es. Le deuxième jour, des élu*es au niveau cantonal rendaient visite aux jeunes, ce qui permettait un échange direct avec des parlementaires. L'après-midi, chaque groupe présentait sa pétition devant l'assemblée, qui en débattait puis votait pour accepter ou rejeter la proposition.

Dans les semaines qui suivaient, le public – en particulier les parlements de jeunes et les classes, mais également d'autres jeunes et toute autre personne intéressée – avait l'occasion de prendre position par écrit

concernant les pétitions. Enfin, à la fin de l'automne, 200 participant*es – soit le nombre habituel – se réunissaient dans la salle du Conseil national pour débattre des propositions élaborées au niveau régional et pour voter. Les sessions préparatoires ne limitaient pas le nombre de participant*es et ne prévoyaient aucune sélection ; par contre, les jeunes qui se rendaient à Berne étaient sélectionnés parmi les participant*es des sessions régionales de sorte à représenter le mieux possible tous les jeunes de Suisse. Les sessions préparatoires qui comptaient plus de participant*es pouvaient envoyer plus de jeunes à Berne.

En répartissant de la sorte la Session sur deux weekends et plusieurs lieux, le comité d'organisation visait, d'une part, à donner « plus de visibilité et d'impact » à la Session des jeunes ; d'autre part, il voulait « offrir la possibilité à un plus grand nombre de jeunes de s'impliquer dans le processus politique ». Ce deuxième objectif a été clairement atteint dès l'édition de 1997. Par exemple, la session préparatoire des 7 et 8 novembre à Fribourg a rassemblé à elle seule 120 jeunes. Même si d'autres lieux ont eu moins de participant*es, cette formule en deux temps a permis de multiplier le nombre de jeunes qui ont renforcé leur éducation citoyenne et ont pratiqué eux-mêmes la politique, avec près de 600 participant*es, contre 200 d'ordinaire.

Le premier objectif, en revanche, n'a été que partiellement atteint. La Session des jeunes a effectivement gagné en visibilité et en attention médiatique grâce à son ancrage local dans les différentes villes de Suisse : les médias ont parlé deux fois du projet et des revendications des jeunes, et ont davantage accompagné et présenté les participant*es au niveau local. Toutefois, il restait difficile de faire un suivi politique des revendications et d'œuvrer pour leur application. C'est pourquoi, déjà en 1998, le comité d'organisation et le Conseil suisse des activités de jeunesse (CSAJ) ont entrepris de créer un « groupe de travail spécial composé d'ancien*es participant*es qui ne se charge que de la mise en œuvre des pétitions ».

2001–2006

Gli anni del forum

*I primi anni del nuovo millennio sono stati dominati dal tentativo di far sentire di più le richieste della Sessione dei giovani. A tal fine, le*i giovani hanno fondato una propria organizzazione di lobby, il «Forum» della Sessione dei giovani, e hanno lavorato a stretto contatto con le*i parlamentari che hanno presentato al Parlamento le mozioni approvate dalla Sessione dei giovani.*

Visto l'impatto piuttosto limitato delle petizioni e delle risoluzioni della Sessione dei giovani fino a quel momento, le*i giovani hanno deciso nel 2000 di fondare un nuovo organo per dare seguito alle richieste del plenum e fare pressione per la loro attuazione sia all'interno che all'esterno del Parlamento. Dieci anni dopo la prima Sessione dei giovani, il Forum doveva dare maggior peso alle richieste della gioventù. Il Forum è entrato in azione per la prima volta poco dopo la Sessione dei giovani del 2000: il 10 novembre 2000, il giorno prima della sessione plenaria, la Delegazione Amministrativa dell'Assemblea federale ha deciso di non permettere più in futuro eventi esterni nella sala del Consiglio Nazionale. In pochi giorni, il Forum ha raccolto 12.437 firme, ha cercato alleati e ha fatto pressione con successo: il 30 novembre 2000, la Delegazione Amministrativa ha deciso di continuare a concedere alla Sessione dei giovani i diritti di ospite annuale nella sala del Consiglio Nazionale.

Nel 2002 è stato sperimentato come progetto pilota il concetto di «Sessione dei giovani direct»: un* deputat* accompagna un gruppo di lavoro durante tutta la sessione, e insieme a giovani parlamentari* esperti* dell'intero spettro politico, elabora una proposta concreta, che viene infine presentata dal deputato alle Camere federali come mozione. Insieme a Jacqueline Fehr (SP, ZH), le*i partecipanti hanno discusso vari aspetti del tema generale



«Svizzera - sociale e sicura?») e hanno elaborato progetti di proposte per i salari minimi, un sistema di istruzione armonizzato, la lotta contro la criminalità informatica e molto altro. Infine, il gruppo si è accordato sulla richiesta di un «centro di competenza per combattere la criminalità informatica, in particolare la pornografia infantile», che è stata adottata dalla sessione plenaria della Sessione dei giovani con 120 voti contro 2. Con l'adozione all'unanimità della mozione di Fehr da parte del Consiglio Nazionale e del Consiglio degli Stati, il Consiglio Federale è stato incaricato di creare un tale centro di competenza all'interno dell'ONU.

In termini di contenuto, le relazioni internazionali e la politica estera in particolare sono stati temi frequenti della Sessione dei giovani. Nel 2001, dieci anni dopo la prima edizione, il tema principale era di nuovo l'adesione della Svizzera a un'organizzazione sovranazionale. Con 134 voti contro 28, i giovani si sono espressi a favore dell'adesione all'ONU. Solo un'organizzazione internazionale potrebbe far rispettare gli accordi internazionali sul clima, hanno detto le*i giovani. Inoltre, l'ONU era un «rendez-vous di pace». Nello stesso anno, come contributo a un mondo più pacifico, le*i giovani chiesero che il Consiglio federale si impegnasse maggiormente nell'ONU come mediatore di pace e lavorasse per un divieto del commercio internazionale di armi. Nell'OMC, dovrebbe anche promuovere più fortemente gli accordi ambientali e il commercio equo. In Europa, invece, il Consiglio federale - mantenendo esplicitamente il segreto bancario - dovrebbe sostenere una maggiore cooperazione fiscale e la parità di trattamento fiscale.

Anche tre anni dopo, la dimensione internazionale della salute era di particolare importanza: il plenum della Sessione dei giovani ha adottato la «Dichiarazione dei giovani» a nome della gioventù svizzera alla quarta conferenza ministeriale dell'OMS e ha anche chiesto una maggiore partecipazione alla politica sanitaria internazionale in generale. Nel 2005, la Sessione dei giovani ha affrontato temi come la globalizzazione, le frontiere e la cooperazione internazionale allo sviluppo, e nel 2006 - con lo slogan «jeune ouvert engagé» - la partecipazione giovanile e lo scambio interculturale in Europa sono stati temi centrali.

Forum

Sobald die Teilnehmenden ihre Forderungen verabschiedet haben, beginnt die Arbeit des Forums: Seine Mitglieder lobbyieren im Parlament dafür, dass diese Forderungen auch umgesetzt werden. Dafür arbeiten die Freiwilligen mit verschiedenen Gremien, Institutionen, sowie Politikerinnen und Politikern zusammen, um so der Stimme der Jugend Gehör zu verschaffen.

Nachdem die Teilnehmerinnen und Teilnehmer der Jugendsession auf der Basis der von Freiwilligen in Zusammenarbeit mit Expertinnen und Experten erstellten Dossiers an der Jugendsession während vier Tagen über ihre verschiedenen Themen beraten haben, entscheiden die Jugendlichen im Plenum über die daraus entstandenen Forderungen. Die angenommenen Forderungen werden anschliessend von der Präsidentin oder dem Präsidenten des Nationalrates entgegengenommen und auch der Bundeskanzlei übergeben. Was für die allermeisten Teilnehmerinnen und Teilnehmer das Ende der Jugendsession darstellt, ist für die Arbeit des Forums aber erst der Anfang.

Das Forum der Jugendsession ist dafür verantwortlich, dass die verabschiedeten Forderungen der Jugendsession auch wahrgenommen werden. Im Namen der Jugendsession lobbyieren seine Mitglieder bei Parlamentarierinnen und Parlamentariern, welche die entsprechenden Anliegen teilen und bereit sind, die Forderungen gemeinsam zu vertreten. Um dabei möglichst effektiv zu sein, halten sie auch Kontakte zu nationalen und regionalen Organisationen in den verschiedensten Bereichen. Dazu gehört auch ein parlamentarischer Beirat, der aus Mitgliedern beider Kammern des nationalen Parlaments besteht und dessen Mitglieder eng mit dem Forum zusammenarbeiten. Dabei werden die Jugendlichen des Forums vom Projektteam der SAJV beraten und betreut.

Eine zentrale Aufgabe des Forums ist es, die Forderungen der Schweizer Jugend umzusetzen und den Graben zwischen Erwachsenen

und Jugendpolitik zu überbrücken. Dazu erarbeiten seine Mitglieder jedes Jahr eine Strategie, wie die verschiedenen Petitionen, Projektideen, und Statements am besten weiterverfolgt werden können. Dazu teilen sich die Freiwilligen in verschiedene Fachgruppen auf, die jeweils für eine Forderung zuständig sind. Jede Gruppe begleitet anschliessend diese Forderung intensiv und sorgt dafür, dass sie nach der Verabschiedung an der Jugendsession nicht einfach in der Schublade verschwindet. Um während dem oft mehrjährigen parlamentarischen Prozess nicht den Überblick über die Forderungen zu verlieren, betreibt das Forum auch die Forderungsdatenbank auf der Website der Jugendsession.

Normalerweise bedeutet das für die Freiwilligen, Mitglieder von National- und Ständerat zu finden und zu kontaktieren, mit denen eine Forderung gemeinsam vertreten werden kann. Oft beinhaltet das früher oder später auch, in der Wandelhalle des Bundeshauses für die Forderung zu lobbyieren. Zudem beteiligen sich die Mitglieder des Forums an Vernehmlassungen, einerseits zu jugendpolitischen Themen generell, andererseits aber speziell auch zu Themen, zu denen eine aktuelle Forderung der Jugendsession vorliegt.

Durch diese Arbeit erhöhen die Mitglieder des Forums nicht nur die Sichtbarkeit von Jugendlichen im Allgemeinen und der Forderungen der Jugendsession im Besonderen, sondern eignen sich auch vertieftes Wissen über den Gesetzgebungsprozess und ein grosses Verständnis für politische Prozesse generell an. Die Jugendlichen können durch ihr Engagement an der Jugendsession mitreden, mitgestalten, und mitentscheiden – und so ihre *Citoyenneté* weiterentwickeln.



Frédéric Urech (*1999) war Teilnehmer der Jugendsession 2013, ab 2014 Mitglied des Forums, und von 2015 bis 2018 Co-Präsident. Heute studiert er Volkswirtschaft an der Stanford University und lebt in Palo Alto.

Wie bist du Co-Präsident des Forums geworden?

Kurz nachdem ich an der Kanti Kreuzlingen begonnen hatte, sah ich in der Schule ein Plakat der Jugendsession, und war sehr motiviert, teilzunehmen. Ich war einer der jüngsten Teilnehmenden und recht schüchtern, konnte mich aber trotz dem Gefühl, etwas zu jung zu sein, gut in meiner Arbeitsgruppe einbringen. Andere politisch Begeisterte kennenzulernen machte mir sehr viel Spass, und so kam ich am Sonntagabend zwar total müde und fertig, aber auch enorm begeistert nach Hause. Während der Jugendsession wurde ich in der Wandelhalle von einem Co-Präsidenten des OKs gefragt, ob ich nicht Lust hätte, als Freiwilliger mitzuhelfen. Ich war zuerst zu schüchtern, um mitzumachen, meldete mich aber ein paar Monate später wieder beim Co-Präsidium, und konnte so im Forum anfangen. Nach nur einem Jahr wurde ich von einem unserer Co-Präsidenten dazu motiviert, mich fürs Co-Präsidium zu bewerben, war aber erneut eher zurückhaltend. Schlussendlich entschloss ich mich zu kandidieren und wurde ganz unverhofft Co-Präsident.

Was hat du aus deiner Zeit im Forum mitgenommen?

Ich habe wahnsinnig viel gelernt; wahrscheinlich in meinem ganzen Leben nie so viel wie während meiner Zeit im Forum. Auch habe ich mich persönlich enorm entwickelt, gerade im Zwischenmenschlichen. Einerseits hat mir die Jugendsession sehr dabei geholfen, weniger schüchtern zu sein und einfacher auf Leute zugehen zu können. Andererseits habe ich ein viel besseres Verständnis der Schweizer Politik entwickelt. Durch die Lobbyarbeit habe ich viel darüber gelernt, wie ich andere Personen überzeugen kann, und als Co-Präsident auch, andere zu motivieren, zu begeistern, und einen grossen Event zu koordinieren.

Wie siehst du die Rolle der Jugendsession?

Sie ist eine unglaublich wichtige Akteurin in der Schweizer Jugendpolitik, gerade durch ihre Niederschwelligkeit. Die Schweiz hat eine sehr tiefe Wahlbeteiligung, besonders unter den Jungen, und umso wichtiger ist es, Jugendliche früh näher an die Politik zu bringen und ihnen zu zeigen, wie sie funktioniert. Denn: für das Funktionieren der Demokratie ist es absolut zentral, die Bürgerinnen und Bürger zur Partizipation zu motivieren. Dazu kommt, dass sich die Jugendsession auch in der Politik einbringt und verhindert, dass die Forderungen einfach in der Schublade verschwinden und die Stimme der Jugend so zum Verstummen gebracht wird.

Was macht das Forum, damit die Forderungen auch umgesetzt werden?

Zentral sind dabei Freiwillige im Forum, die sich für eine bestimmte Forderung stark machen. Weiter braucht es aber auch eine günstige Gelegenheit, um die Forderung im parlamentarischen Prozess einzubringen, und eine Forderung, die umgesetzt werden kann. Schliesslich hilft es auch sehr, wenn wir dazu mit nationalen Organisationen zusammenarbeiten können. Zum Beispiel bei der gesetzlichen Verankerung der Netzneutralität habe ich den ganzen Prozess vom Verfassen des Dossiers über die Betreuung der Arbeitsgruppe bis zum Lobbying begleitet, und bei der Umsetzung eng mit der Digitalen Gesellschaft zusammengearbeitet, die sich schon lange mit diesem Thema auseinandergesetzt hat. Als das Thema unerwartet erneut in der zuständigen Kommission beraten wurde, haben wir in zwei Wochen eine kleine Kampagne durchgeführt – und das schneller als die Gegner – und es damit geschafft, dass unsere Forderung von der Kommission und später auch vom Parlament angenommen wurde. Die Gesetzesänderung selbst trat per Januar 2021 in Kraft, was zeigt, wie wichtig ein langer Atem in der Schweizer Politik ist.

Was wünschst du der Jugendsession zum 30. Geburtstag?

Dass sie gesund älter wird, und an ihrem 50-Jahr Jubiläum finanziell und politisch gut aufgestellt ist, denn sie ist eine unglaublich wichtige niederschwellige Plattform, um Jugendliche für die Politik zu begeistern.



2007–2010 « petites » sessions des jeunes

La baisse du nombre d'inscription, combinée à une volonté de faire mieux entendre la voix des jeunes et de la rapprocher de la vraie politique, ont conduit à ce que les sessions préparatoires régionales cessent, remplacées par des manifestations d'une journée peu avant les sessions parlementaires.

Par ailleurs, le « Prix Jeunesse » récompense depuis 2008 l'engagement politique en faveur de la jeunesse.

Entre 2007 et 2010, le concept de la Session des jeunes a connu de nombreuses innovations. Si la première édition de la Session des jeunes avec sessions préparatoires régionales, en 1997, a mobilisé environ 600 participant*es, l'intérêt a quelque peu décliné au cours de la décennie suivante. C'est pourquoi le comité d'organisation a une fois de plus décidé de modifier le concept. Finies les sessions régionales ; la Session des jeunes se tiendrait à nouveau, comme jusqu'en 1997, exclusivement à Berne. Par contre, elle durerait trois jours, et serait complétée par des manifestations d'une journée peu avant les différentes sessions parlementaires. Ce nouveau concept, la « petite » Session des jeunes, renforçait ainsi la présence des jeunes dans la Berne fédérale non seulement lors de la Session des jeunes, qui se tenait comme d'habitude peu avant la session hivernale, mais bien toute l'année. L'objectif était de rapprocher la voix des jeunes de la vraie politique et de mettre la Session des jeunes à l'agenda politique.

Ainsi, une semaine avant le début de la session parlementaire de printemps, d'été et d'automne, 100 jeunes avaient l'occasion de se réunir pour une journée à Berne. Ils*elles discutaient de thèmes actuels et de certains points qui étaient à l'ordre du jour des deux chambres fédérales. La première « petite » Session des jeunes hivernale s'est tenue le vendredi

23 novembre 2007, comme projet pilote, avec pour thème la politique du sport. La Session des jeunes ordinaire s'était déjà tenue en septembre, à titre exceptionnel, en raison des élections fédérales du 21 octobre. En 2008, en plus de la traditionnelle Session des jeunes, une « petite » Session des jeunes s'est tenue avant les sessions parlementaires d'été et d'automne.

C'est également en 2008 que le premier « Prix Jeunesse » a été remis à une personne « qui s'est particulièrement engagée pour les intérêts de la jeunesse et continue de le faire ». Le prix constitue une reconnaissance pour les politicien*nes et d'autres personnes pour leur engagement particulier en faveur de la jeunesse ; il les encourage à « continuer de s'engager pour la jeunesse ». La première lauréate, Pascale Bruderer (PS, AG), s'est vu remettre la « cloche du veto de la jeunesse » en reconnaissance de « son engagement énorme pour les droits des enfants et des jeunes tout au long de sa carrière politique ». Celle qui avait un jour été la plus jeune conseillère nationale de Suisse s'est engagée pour le sport populaire, la promotion de l'activité physique, « une politique de formation globale, la création de nouvelles places d'apprentissages et de formations, des salaires justes et l'éducation à la citoyenneté ».

L'année suivante a encore apporté une nouveauté : inspirée par le concours télévisé à succès « MusicStar » (dix musicien*nes postulaient pour un contrat avec Universal Music ou Sony BMG et étaient choisi*es par vote du public ; l'émission a connu 4 saisons entre 2003 et 2009), la Session des jeunes a tenu un concours politique. Quinze représentant*es de groupe présentaient un extrait de trois minutes d'un vrai discours politique devant le plénum. Au terme d'une demi-finale sur des thèmes politiques actuels et d'une finale où les candidat*es se présentaient, c'est Adil Koller qui a été élu « PolitStar » 2009 par acclamation.

2011–2012 Regionen und Bern

Pünktlich zum 20-Jahr-Jubiläum erfand sich die Jugendsession einmal mehr neu:

Um besser auf das grosse Interesse reagieren zu können wurde das Konzept überarbeitet und die «Jugendsession Aktuell» durch einen viertägigen Event ersetzt, der je zwei Tage in den Regionen und zwei Tage in Bern stattfand.

Bereits in den Jahren vor dem 20-Jahr-Jubiläum der Jugendsession zeigte sich, dass sie bei den Schweizer Jugendlichen auf stetig steigendes Interesse stiess. So konnte Geo Taglioni, der damalige Projektleiter, im Jubiläumsjahr vermelden, dass während der ersten 20 Jahren ihres Bestehens rund 6000 Jugendliche in der einen oder anderen Form an der Jugendsession teilgenommen haben. Zudem wollten in den letzten Jahren mehr und mehr Jugendliche an der Jugendsession teilnehmen und nachdem sich an der Jugendsession 2010 erneut mehr als doppelt so viele Jugendliche anmeldeten, wie im Nationalratssaal Plätze zur Verfügung stehen, wurde beschlossen, die Jugendsession neu zu erfinden.

Die Veranstaltungen kurz vor den Sessionen der eidgenössischen Räte wurden aufgegeben, aber dafür die eigentliche Jugendsession auf vier Tage ausgedehnt: Neu fand die Jugendsession je zwei Tage an verschiedenen Standorten in der ganzen Schweiz zur Vorbereitung und danach zwei Tage in Bern statt. Verglichen mit den Jahren 1997–2005, als sich die Jugendlichen an acht unterschiedlichen und über die ganze Schweiz verteilten Standorten trafen, wurde die Anzahl der Standorte verringert. Beibehalten wurden aber die Besuche der Arbeitsgruppen von Expertinnen und Politikern. So bereiteten sich die Teilnehmenden der Jugendsession 2012 am Donnerstag und Freitag in Zürich, Fribourg und Bellinzona auf die Debatten



am Samstag und Sonntag in Bern vor, indem sie politische Vorstösse zu zehn Themen erarbeiteten, die dann am Wochenende im Plenum diskutiert und gegebenenfalls verabschiedet wurden.

Dies war aber nicht die einzige Änderung, die anlässlich des Jubiläumsjahres vorgenommen wurde: Um einerseits den Kontakt zwischen den Teilnehmenden und den Politikerinnen und Politikern zu intensivieren, andererseits aber auch um die Jugendsession in der breiten Öffentlichkeit bekannter zu machen, veranstaltete die Jugendsession 2011 ein PolitBuskers: Verschiedene Jungpolitikerinnen und Jungpolitiker erhielten die Gelegenheit, sich auf drei in der ganzen Stadt Bern verteilten Bühnen in Debatten und Gesprächsrunden miteinander zu messen und um die Gunst des Publikums zu buhlen. Dieses bestand sowohl aus den Teilnehmenden der Jugendsession als auch aus Passantinnen und Passanten. Zudem wurde im selben Jahr anlässlich der eidgenössischen Wahlen auch zum ersten Mal 26 der 200 Teilnehmerinnen und Teilnehmer der Jugendsession von den Jugendlichen direkt gewählt. Sie konnten sich mit verschiedenen Slogans präsentieren («Junge wählen, Schweiz stärken!», «EU – Nein Danke!», «If nothing goes right, go left») und sich so durch ein Online-Voting einen Platz im Nationalratssaal sichern.

Inhaltlich deckten die zwei Jugendsessionen 2011 und 2012 ein breites thematisches Spektrum ab: so diskutierten die Jugendlichen über erneuerbare und atomare Energie, Bildung, Jugendgewalt, Gleichstellung, Entwicklungszusammenarbeit, Mobilität, Migration, Arbeit, Umwelt, Einbürgerungspolitik, Dienstpflicht, Volksrechte, multinationale Unternehmen, das Asylwesen, Fangewalt, den öffentlichen Verkehr, Raumplanung, die Altersvorsorge, Gesundheit, ein Grundeinkommen, Urheberrechte, und die Zukunft der Demokratie. Dabei entschieden sie entgegen dem Vorwurf einer eher linksorientierten Jugend durchaus differenziert: so forderten die Teilnehmerinnen und Teilnehmer der Jugendsession 2012 beispielsweise neben ökologischen und menschenrechtlichen Kontrollmechanismen für multinationale Unternehmen mit Hauptsitz in der Schweiz auch eine Erhöhung des Rentenalters aufgrund der steigenden Lebenserwartung.

2013–2016

La sessione dei giovani a Berna

*Per limitare lo sforzo organizzativo e rafforzare il lavoro politico nei gruppi di lavoro, dal 2013 la Sessione federale dei giovani si tiene esclusivamente a Berna per quattro giorni. Questo non solo facilita la cooperazione con esperti e politici, ma permette anche uno scambio più stretto tra le*i partecipanti.*

Dopo che negli ultimi due anni la Sessione dei giovani si era tenuta in due parti in varie località della Svizzera e a Berna, quest'anno le*i 200 giovani si sono riunit* per la prima volta a Berna per quattro giorni. Da allora, le*i giovani hanno trascorso due giorni in gruppi di lavoro discutendo con esperti e politici prima di decidere in sessione plenaria sulle richieste che hanno sviluppato in quella sede. Questo cambiamento è stato necessario perché lo sforzo richiesto per organizzare e implementare le sessioni regionali era troppo grande e andava contro la concentrazione ottimale sull'obiettivo della Sessione dei giovani di rafforzare le competenze di base della gioventù. Con una sola Sessione dei giovani di quattro giorni a Berna, non solo il comitato organizzatore e il Forum hanno potuto curare meglio il contenuto della sessione – le*i giovani hanno anche ricevuto più tempo e una migliore concentrazione per il lavoro politico nei gruppi di lavoro.

Le*I giovani si incontrano ora il giovedì mattina a Berna per discutere un argomento nei loro rispettivi gruppi di lavoro nel corso di due giorni. Il giovedì pomeriggio, due o tre esperti* visitano i gruppi di lavoro, così come le*i singol* membr* del Forum, che li sostengono sia formalmente che in termini di contenuto nel definire il tema e sviluppare una rivendicazione. Il venerdì

mattina, le* i giovani incontrano le*i membr* del Consiglio Nazionale e del Consiglio degli Stati e così non solo si fanno un'idea diretta della pratica politica, ma possono anche beneficiare delle conoscenze politiche dettagliate delle*dei parlamentari*. Alla fine dei due giorni di preparazione, ogni gruppo di lavoro presenta infine la sua rivendicazione o dichiarazione il giovedì sera.

Il sabato mattina, tutt* le*i partecipanti si riuniscono nella sala del Consiglio Nazionale per la sessione plenaria di apertura, durante la quale un* membr* del Consiglio Federale tiene tradizionalmente il discorso di apertura. In seguito, le*i tre candidat* al ‚Prix Jeunesse‘ saranno presentat* alle*ai giovani, tra le*i quali le*i partecipanti alla Sessione dei giovani sceglieranno il vincitore del premio. Nel pomeriggio, le*i giovani si riuniranno per l'ultima volta nei loro gruppi di lavoro per preparare la sessione plenaria di domenica e per elaborare eventuali modifiche alle petizioni degli altri gruppi di lavoro. Durante tutta la giornata, le*i partecipanti discutono le proposte a Palazzo federale e infine le votano. Alla fine, le richieste adottate sono consegnate ufficialmente al*la Presidente del Consiglio Nazionale.

Intorno a questo programma di contenuti, il CO organizza anche un programma di svago e fornisce così un intrattenimento e uno scambio emozionante tra le* i partecipanti. Tipicamente, i «Juse Talks» (talks della Sessione dei giovani) hanno luogo il giovedì sera, dove una dozzina di oratori appartenenti a tutte le possibili aree della vita politica, economica, culturale e sociale sono invitati a dare alle*ai giovani una visione della realtà della loro vita in brevi discorsi e discussioni. Durante la festa del venerdì sera, si cerca di fare conoscenza con le*gli altr* giovani, e il sabato sera ci sono spesso incontri di gioco tra giovani e politic*. Questo dà modo alle*i partecipanti di accedere a un'ulteriore educazione politica e permette loro di esprimersi politicamente come rappresentanti della gioventù svizzera, e allo stesso tempo di passare un weekend lungo emozionante e divertente a Berna.

The Organising Committee

The more than 20 volunteers of the Organising Committee (OC) make sure the Youth Session gets off the ground. They are organised into different areas of responsibility and supported by the SNYC's project management team.

Every event needs someone who makes sure that the location is booked, food is provided, and that the participants know where to be when. In the context of the Youth Session, there are some 20 youths aged 17 to 25 who make sure that everything is taken care of. Most of them former participants of the Youth Session, they can draw from their experiences in previous years and assist each other in the different phases of the project. At the same time, their involvement in organising the Youth Session and the experiences made therein are a vital part of the Youth Session's mission of assuring that young people have their say and are heard, participate in shaping the project and decide about the project's future development, and thus not only learn valuable practical skills but also develop their *citoyenneté*.

Working throughout the year, the OC's volunteers organise and are part of one of the largest participation projects in Switzerland. Since the volunteers hail from the entire country and want to reach young people all over Switzerland, the OC works multilingually both internally and externally: all documents, publications, social media posts, etc. thus are translated into German, French, and Italian.

The Organising Committee is organised into different departments or areas of responsibility, covering everything from the accommodation of the participants to preparing each year's group discussions and organising the social events surrounding the Youth Session. Currently, there are six departments: Accommodation and Catering, Contacts, Federal Palace,

Dossiers, Programme, and Group Leaders. While there are periodic meetings in which results and planning issues are discussed, each department's volunteers work independently from the other departments towards their own goals, led by one of their own. In this, they are supported by the project management team of the Swiss National Youth Council (SNYC).

As the name suggests, those responsible for Accommodation and Catering are the point-persons for each year's lodgings and assure its tidiness. They provide support for the participants in all aspects related to accommodation and liaise between the different groups in this regard. In addition, they plan, prepare, and provide lunches for the participants during the entire Youth Session. The department Contacts makes sure that the President of the Swiss Confederation, the President of the National Council, members of parliament, party youth wing representatives, and other guests are invited to and welcomed at the Youth Session. Those responsible for the Federal Palace are working with parliamentary services in order to assure everyone's safety and an orderly event during the plenary sessions, and the department Programme is responsible for planning, organising, and realising the activities surrounding the event. The members of the group responsible for the dossiers search for and contact potential experts who might assist in preparing each year's content and group discussions, assure each dossier's quality by coaching the authors and proofreading it, and ensure that each dossier is written in a timely manner. Finally, the department Group Leaders teaches and trains the volunteers who lead the discussion groups and make sure that they are well prepared to assist the participants and to guide their discussions.



Katharina Genucchi (*1993), war an insgesamt 8 Jugendsessionen dabei: als Teilnehmerin (2011 und 2012), Gruppenleiterin (2013) und OK-Mitglied (2014-2018, ab der JuSe 2016 im Co-Präsidium). Sie ist Umweltingenieurin, macht Freiwilligenarbeit im Bereich der Umweltbildung und lebt in Zürich.

Wie kam es, dass du Co-Präsidentin des OKs wurdest?

Mein Freund sowie eine gute Freundin waren im OK der JuSe und ich habe mich 2011 dann zusammen mit mehreren Freundinnen für die Teilnahme angemeldet – wir hatten alle Glück. Nach zwei Jahren als Teilnehmerin habe ich mich als Gruppenleiterin gemeldet und als es 2014 plötzlich mehrere Abgänge aus dem OK gab wurde ich angefragt, ob ich nicht aushelfen könnte. Ich hatte Zeit, kannte bereits mehrere Freiwillige und fand die JuSe eine tolle Sache. Ich bin also recht spontan ins OK 'reingerutscht', und habe mich dort zwei Jahre um das Ressort 'Unterkunft und Verpflegung' gekümmert, bevor ich ab Ende 2015 für drei Jahre Co-Präsidentin war.

Was hast du aus deiner Zeit im OK alles mitgenommen?

Grundsätzlich natürlich, wie man gemeinsam mit anderen so einen Grossanlass auf die Beine stellt. Dabei habe ich auch erfahren, wie es ist, mit Menschen zusammenzuarbeiten, deren politische Einstellung ich nicht teile, und wie es trotzdem gut funktionieren kann. Es sind auch Freundschaften daraus entstanden – man sagt ja oft, die Jugendsession sei eine Partnerschafts- bzw. Freundschaftsbörse – und einige der ehemaligen Freiwilligen sehe ich auch heute noch. Darüber hinaus haben die JuSe und mein Engagement im OK auch ein grösseres Interesse an und ein tieferes Verständnis für Politik gefördert. Ich habe mir viele organisatorische Fähigkeiten angeeignet, wie auch eine gewisse Gelassenheit und ein gewisses Geschick in der Zusammenarbeit mit Freiwilligen. Auch vor gut 200 Leute hinzustehen und zu reden ist etwas, was durch die JuSe gelernt habe.

Wie hast du die Zusammenarbeit mit Personen wahrgenommen, die deine politische Meinung nicht teilen, also nicht aus deiner 'Blase' kommen?

Einerseits wie gesagt, dass man auch gut zusammenarbeiten kann, wenn man politisch unterschiedlich eingestellt ist, aber was ich andererseits schon gemerkt habe ist, wie unsere Einstellungen auch Entscheidungen wie das Rahmenprogramm oder auch das Essen prägen: «Lokal und saisonal oder der einfachste Weg?», «Welche Themen sollen die Workshops des Rahmenprogramms haben?». Solche Diskussionen haben wir immer wieder geführt.

Welche Rolle nimmt die Jugendsession in deiner Biographie ein und inwiefern hat sie dich auch geprägt?

Mein Start bei der JuSe fiel in dieselbe Zeit, wie die Ablösung vom Elternhaus – Ferien im Ausland ohne Eltern, Ausgang uvm. und die JuSe war ein Teil davon. Durch die JuSe sind Freundschaften über die ganze Schweiz entstanden und ich konnte dadurch auch die Schweiz als solches besser kennenlernen. Ich habe gelernt, dass es in der politischen Diskussion und sonstigen Meinungsunterschieden nicht viel bringt, einfach auf den eigenen verhärteten Positionen zu bestehen, dass es sich lohnt die anderen Positionen anzuhören und versuchen, sie zu verstehen. Die Zeit bei der JuSe war eine gute Erfahrung und hat mich auf jeden Fall geprägt.

Was wünschst du der Jugendsession zum 30. Geburtstag?

Sicher ein langes Leben, aber ganz besonders, dass sie weiterhin ein Ort für tolle Erlebnisse ist, sowohl für die Teilnehmenden wie für die Organisierenden. So, dass man am Sonntagabend zwar völlig übermüdet, aber auch mit wahnsinnig guten Erlebnissen nach Hause kommt. Ich wünsche der JuSe, dass sie weiterhin eine Plattform sein kann, auf der junge Leute ihre ersten politischen

Schritte machen und viel über Politik, sich und andere lernen können. Schön wäre es natürlich auch, wenn die Forderungen von der etablierten Politik gehört werden und die wichtige Stimme der Jugendlichen und jungen Erwachsenen auch wahrgenommen wird, denn sie ist wichtig: sie ist die Zukunft.



Die Rolle der SAJV

Seit 1991 organisiert die Schweizerische Arbeitsgemeinschaft der Jugendverbände (SAJV) die Eidgenössische Jugendsession. Die Projektleitung der Jugendsession unterstützt die Jugendlichen aus OK und Forum bei der Vor- und Nachbereitung der Jugendsession und sorgt für institutionelle Kontinuität.

Grundsätzlich wird die Jugendsession von freiwilligen Jugendlichen organisiert: das Organisationskomitee kümmert sich um den reibungslosen Ablauf der vier Tage in Bern, die Gruppenleitenden betreuen die Teilnehmerinnen und Teilnehmer in ihren Arbeitsgruppen, und das Forum kümmert sich um die politische Nachbearbeitung der vom Plenum der Jugendsession verabschiedeten Forderungen. Sie alle können aber auf die Unterstützung der Projektleitung zurückgreifen, die einerseits die Freiwilligen in ihrer Arbeit unterstützt und andererseits die institutionelle Kontinuität der Jugendsession sowie ihre Finanzierung sicherstellt.

Die Projektleitung besteht aktuell aus drei Personen und ist Teil des Bereichs Politik der SAJV. Die SAJV ist der Dachverband von rund 60 Jugendorganisationen in der Schweiz und vertritt so mehr als 500'000 Kinder und Jugendliche in der eidgenössischen Politik. Sie wurde 1930 gegründet und verfolgt das Hauptziel, sich auf politischer sowie öffentlicher Ebene als Sprachrohr für die Interessen der Schweizer Jugend einzusetzen. Um dieses Ziel zu erreichen, initiiert und entwickelt die SAJV verschiedene Projekte entlang ihrer zentralen Bereiche Freiwilligenarbeit, Empowerment und Inklusion.

Sie politisiert im Interesse ihrer Mitglieder und bringt dank ihres Netzwerkes die Anliegen ihrer Mitgliedsorganisationen bei den relevanten Stellen in Bundesbern ein. Die SAJV ist als Dachverband der Jugendverbände und als Vertretung der Jugend auf Bundesebene anerkannt. Sie pflegt enge Kontakte zum Bundesamt für Sozialversicherung (BSV), das für die Jugendpolitik auf Bundesebene zuständig ist. Mit anderen Bundesämtern, die in

ihrem Aufgabenbereich Jugendprogramme haben (z.B. Gesundheit, Migration) arbeitet sie ebenfalls eng zusammen. Sie hat Einsitz in den wichtigsten politischen Fachgremien und ist mit Parlamentarierinnen und Parlamentariern aller Fraktionen vernetzt. Ebenso hat die SAJV Einsitz in NGO-Netzwerke und ist mit ihnen eng verflochten.

Innerhalb ihres Netzwerkes setzt sie sich für die Interessen ihrer Mitglieder und der jungen Generationen in der Schweiz ein. So lobbyiert die SAJV für eine starke und nachhaltige Jugendförderung, die Anerkennung der Freiwilligenarbeit, gegen unwirksame und nicht zielführende Auflagen für die Jugendarbeit und mehr. Erfolge konnte die SAJV beispielsweise bei der Schaffung (1989) und der Totalrevision (2011) der Jugendförderungsgesetzgebung, bei der Schaffung des Jugendurlaubs (1991), bei jugendgerechten Präventionsmassnahmen beim Nationalen Programm Alkohol des BAG (2008) oder auch mit der jährlich stattfindenden Eidgenössischen Jugendsession (seit 1991) verbuchen.

The Youth Session's Achievements

Apart from motivating hundreds of young individuals to participate in politics and giving them an opportunity to come together, debate, and voice their demands, the Youth Session had and continues to have many tangible achievements: dozens of petitions have been adopted by parliament, and many more have shaped discussions and issues.

Each year, 200 participants assemble in the Federal Palace and discuss, debate, and vote on several demands prepared by the respective groups on pre-defined topics. After the petitions have been delivered to the Federal Chancellery and the participants have gone back home, the Forum starts lobbying parliament in order to convince both the National Council and the Council of States to agree to their demands, and they do so with quite some success: while it might take years for the petitions to be discussed and formally voted on by parliament, often the Youth Session's demands have a considerable effect on parliamentary proceedings long before the members of parliament support or reject them. Apart from this more indirect effect of serving as an input for ongoing debates or as an impulse for new legislation, there are also numerous examples of very concrete changes which have at least been partly the result of the Youth Session's demands.

At the very first Youth Session in 1991, the assembled youths demanded «a free choice between civilian and military service for men and women». Four years later, parliament adopted a new law allowing conscripted men to join the civilian service if they were unable to serve in the military due to convincing reasons of conscience. The new law went into effect on 1 January 1996, but it did not completely fulfil the Youth Session's demands, as the youths had further demanded that «civilian service may not be ordered [...]»



after an examination of conscience». It was only in 2009 when the hearings to determine whether a conscript really was a conscious objector were abolished.

In 2003, parliament adopted a motion by Jacqueline Fehr (PS, ZH) to introduce a centre of competence for combating cybercrime at the international level and to intensify corresponding efforts in Switzerland and tasked the Federal Department of Justice and Police with the implementation. This motion was a direct result of the 2002 Youth Session, developed within the framework of 'Youth Session Direct', introduced the same year.

Discrimination on the basis of sexual orientation was a recurrent topic at the Youth Session: in 2013, the participants demanded that the constitution be adapted to explicitly name discrimination based on sexual orientation as an example of illegal discriminations. A year later, the participants demanded that discrimination based on sexual orientation be made a criminal offence. In 2018, parliament changed the penal law accordingly, and in 2020, the Swiss citizenry voted to accept the changed provision.

These successes notwithstanding, the majority of the Youth Session's demands are not fulfilled in such a specific manner. Nevertheless, the Youth Session was able to raise issues and influence debates time and again: an example of an important debate initiated by a Youth Session demand was a 2003 petition which demanded that symbols glorifying Nazism and Fascism were outlawed which gave rise to a motion by the National Council's Legal Affairs Committee demanding a ban on all symbols which glorify extremist, violent, and xenophobic movements. Both the petition and the motion were adopted by both chambers of parliament, and while ultimately no new criminal provision was adopted, the eight years between the adoption of the petition by the Youth Session's plenary and the Federal Council's decision not to introduce a new criminal provision allowed for many important discussions to take place both within and without parliament and the administration, leading to an increased awareness of the issue.

Forderungen der Jugendsession

Während der 30-jährigen Geschichte der Jugendsession wurden insgesamt 268 Forderungen vom Plenum verabschiedet. Während sich viele auf spezifische Anliegen beziehen, stellten die Jugendlichen doch auch immer wieder eher generelle Forderungen. Gewisse Themen wie Umwelt, Wirtschaft, oder Bildung kommen dabei sehr oft zur Sprache.

An der allerersten Jugendsession diskutierten die 200 anwesenden Jugendlichen über vier Themen: Abfall und Umwelt, die Schweiz und ihre Beziehung zu Europa und der Welt, Zivildienst als Alternative zum Militärdienst, und die Institutionalisierung der Jugendsession als Jugendparlament. In den nächsten Jahrzehnten sollten die Jugendlichen insgesamt noch rund 300 weitere Petitionen, Resolutionen, Appelle, Ideen, Inputs, Statements, und Vernehmlassungsantworten behandeln, die das gesamte Spektrum politischer Themen abdecken. Es zeigt sich jedoch, dass die Themen der ersten Jugendsession anscheinend zeitlos sind: so stellten die Jugendlichen über die Jahre hinweg insgesamt 18 Forderungen zum Thema Umwelt, 10 Forderungen zum Thema Schweiz-Europa, 16 Forderungen zum Thema Armee, Zivildienst, und Friedenspolitik, und 12 Forderungen zum Thema Jugendpartizipation, vier davon explizit für ein Jugendparlament.

Mit 23 Forderungen stellten die Jugendlichen am häufigsten aber Forderungen zum Themenkomplex Ausländer*innen, Geflüchtete, und Fremdenfeindlichkeit, was vor dem Hintergrund der jüngeren Schweizer Politikgeschichte auch nicht weiter erstaunlich ist: so verläuft nämlich die Geschichte der Jugendsession parallel zum Aufstieg der Schweizerischen Volkspartei (SVP) von einer 10%-Partei zur stärksten und thematisch dominierenden Partei der Schweiz. Ebenfalls sehr häufig verabschiedeten die

Jugendlichen Forderungen zu den Themen Wirtschaft bzw. Sucht und Drogen (je 22) sowie zu den Themen Bildung (19) und Gleichstellung (18). Auch Verkehr und Mobilität (11), Energie (10) und Gesundheit (10) sind Themen, die den Jugendlichen offenbar stark am Herzen liegen. Inhaltlich forderten die Jugendlichen oft mehr Informations- und Sensibilisierungskampagnen sowohl inner- wie auch ausserhalb der Schule, wie auch verstärkte Bemühungen zur Integration, Partizipation, und Gleichstellung von gesellschaftlichen Minderheiten wie Jugendlichen, Frauen, oder Menschen mit Behinderungen.

Teilweise sind diese Themenhäufungen auch durch die Themenwahl begründet, die nicht immer ausschliesslich in der Hand der Jugendlichen selbst lag. Erst seit 2012 werden die Themen der Jugendsession in einem Online-Voting durch die Jugendlichen selbst festgelegt. Vorher aber setzte jeweils das Projektteam die Themen der Jugendsession fest. So kommt es zum Beispiel, dass über die Hälfte aller Forderungen aus dem Themenkomplex 'Sucht und Drogen' aus dem Jahr 1996 stammt, als die Jugendsession unter dem Oberthema «süchtige Jugend» stattfand. Jedoch wird auch klar deutlich, dass sich die Jugendlichen kaum durch die vorgegebenen Inhalte thematisch einengen liessen, und sich durchaus durchzusetzen wussten, auch wenn ihr Thema nicht auf dem Programm stand. So legten die beispielsweise Teilnehmenden der Jugendsession 1999 das Thema ihrer Arbeitsgruppe doch sehr grosszügig aus, und forderten zum Thema «Generationen», «dass alle Schweizerinnen und Schweizer die Wahl zwischen Militärdienst, Bevölkerungsschutz und Sozialdienst haben.»



2016–2021

Les dernières éditions en date

Le concept de la Session des jeunes n'a plus beaucoup changé dans les dernières dix années. Cela permet de réagir avec flexibilité à des événements périodiques ou imprévus. Grâce au nouveau conseil consultatif, les revendications de la Session des jeunes sont dorénavant encore mieux portées.

Dès 2012, 26 participant*es ont pu être élus en ligne par les jeunes, et le choix des thèmes s'est aussi fait en ligne. C'est toutefois à partir de 2013 que ce vote sur les thèmes s'est déroulé sans encombre, devenant partie intégrante du concept pour les prochaines éditions. Aujourd'hui encore, les personnes intéressées et les organisations peuvent proposer différents thèmes en ligne. Sur le site internet de la Session et sur les réseaux sociaux, les jeunes de toute la Suisse sont invités à soumettre leurs propositions. Un groupe de travail bénévole constitué de membres du comité d'organisation et du Forum fait ensuite une pré-sélection. Le printemps avant la Session des jeunes, tous les jeunes de Suisse peuvent participer à la votation en ligne pour choisir les thèmes de l'édition à venir. Ainsi, les jeunes sont encore davantage impliqués dans l'organisation de la Session des jeunes : ils*elles ont une voix dans le choix des huit thèmes qui seront préparés et débattus lors de la Session des jeunes.

Si le concept ne connaît pas de changement fondamental, la Session des jeunes s'organise chaque année un peu différemment. Les participant*es débattent de thèmes différents à chaque édition ; le programme cadre change lui aussi chaque année. Le comité d'organisation a mis l'accent,

ces dernières années, sur un programme à choix et des activités de groupe comme des soirées jeux, des ateliers thématiques, des projections de films, des activités sportives, des visites de la ville ou encore des cours de cuisine. En 2017 et 2018, les « JuSe Talks » ont été remplacés par une adaptation du jeu « 1 gegen 100 » de la SRF, lors de laquelle les jeunes ont pu se mesurer à des parlementaires dans un concours de connaissances politiques. Lors de la fête du 25ème anniversaire de la Session des jeunes, en 2016, des discours et une exposition des affiches de la Session à travers le temps ont rendu son histoire palpable.

La nouveauté la plus significative des dernières années a été la création du conseil consultatif de la Session des jeunes en juin 2019 afin de mieux porter les revendications de la jeunesse suisse. Le conseil se compose de parlementaires de différents bords politiques. Il soutient le Forum dans son suivi des revendications de la Session. Les membres fondateur*trices étaient Isabelle Chevalley (PVL, VD), Beat Flach (PVL, AG), Claudia Friedl (PS, SG), Jürg Grossen (PVL, BE), Lisa Mazzone (Vert-e-s, GE), et Ursula Schneider-Schüttel (PS, FR). Ces membres ont depuis été rejoint*es par Christine Badertscher (Vert-e-s, BE), Barbara Gysi (PS, SG), et Katharina Prelicz-Huber (Vert-e-s, ZH).

La visite d'une délégation du Burkina Faso en 2017 mérite aussi d'être relevée. Si des participant*es venu*es de l'étranger avaient déjà participé à des éditions précédentes, il s'agissait jusqu'alors plutôt de Suisse*sse de l'étranger. Pour la première fois, une délégation d'un État étranger participait à la Session des jeunes et découvrait la plus grande plateforme pour les questions de politique de jeunesse de Suisse. La délégation était composée de Smaila Ouédraogo, ministre de la jeunesse, et de quatre jeunes Burkinabés.

Enfin, la pandémie de COVID-19 n'a pas non plus épargné la Session des jeunes. Bien que l'équipe de projet et les bénévoles aient élaboré à l'avance un plan pour une édition allégée, l'édition 2020 a finalement dû se tenir sous une forme réduite en ligne sur une journée, le 7 novembre. En 2021, la Session des jeunes devrait de nouveau se tenir en présentiel et donner l'occasion à 200 jeunes de Suisse et 46 jeunes des pays voisins – une nouveauté à l'occasion du 30ème anniversaire – de participer politiquement à Berne, de manière accessible, et de développer au passage leur citoyenneté.

The Youth Session's Partners

In order to make sure that the participants have a great experience, the Youth Session partners with a broad range of different stakeholders each year. Apart from financial support by the Federal Social Insurance Office as well as public and private sponsors, there are plenty of experts from a broad range of organisations who partner with the Youth Session.

Bringing together 200 participants, some 50 volunteers, and dozens of politicians and advisors is no small feat, and in order to ensure that every participant has the best experience they could wish for, the Youth Session partners with a broad range of federal, cantonal, local, political, and private entities. The Youth Session's main partner is the Federal Social Insurance Office who, in accordance with article 10 of the Federal Law on the Encouragement of Extracurricular Activities of Children and Youths, supports projects fostering the political participation of youths on the federal level.

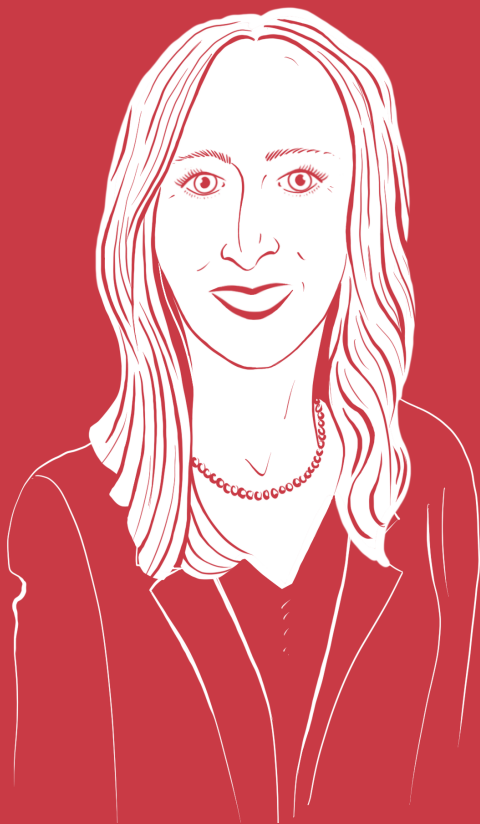
Financially, the Youth Session is also supported by several federal offices and state secretariats as well as cantonal departments on the one hand, and private foundations, organisations, and businesses on the other. In addition, there is a broad range of businesses and individuals who support the Youth Session by sponsoring meals, drinks, snacks, services, materials, office space, and accommodation. A significant financial contribution is also made each year by a communications and media agency.

However, the Youth Session is not primarily about money but about politics. While there are many public and private entities who support the Youth Session financially, there are many more who assist the participants with regard to the content discussed. Depending on each year's issues and topics, the Youth Session partners with federal offices and state secretariats,

universities, NGOs, research centres, think tanks, organisations, businesses as well as political parties and unions. Some then assist the volunteers with the compilation of the thematic dossiers and send experts to discuss with the working groups, others lend their support when it comes to lobbying parliament to implement the Youth Sessions decisions and demands. The volunteers and project team assure that no single organisation, business, or point of view is dominating in this process and strive to include as many different stances on a given issue as possible.

For example, when discussing reproductive medicine in 2016, the Youth Session partnered not only with the Federal Office of Public Health but also with the supporting as well as the opposing committee on the then revision on the Federal Law on Reproductive Medicine, all of whom assisted the volunteers drafting the dossier which would be sent to the participants of this working group. In 2017, when discussing the Old Age Insurance's finances, the Youth Session invited experts from the Swiss Employers Federation, the Swiss Trade Union Federation, and the Federal Social Insurance Office who visited the working group on this topic to discuss the many issues related to it. When compulsory military service was discussed in 2018, experts from the Federal Department of Defence and the Swiss Officers' Association assisted the volunteers in drafting the thematic dossier and representatives from these two entities as well as the Federal Office for Civilian Service and the think tank *bureau K* visited the participants in their working group. Combining all these different points of view ensures a reasonable balance while still focussing on the facts, thus giving the participants the opportunity to form their own opinions and formulate their own demands.

Erfolgreiche Teilnehmerin



Evi Allemann (*1978) war Teilnehmerin der Jugendsession 1995. Sie war von 2003–2018 Nationalrätin (SP, BE) und ist seit 2018 Regierungsrätin des Kantons Bern. Sie lebt in Bern.

INTERVIEW

EVI ALLEMANN

Wie kam es, dass du 1995 an der Jugendsession teilgenommen hast?

Ich war damals Reporterin der Kindernachrichtenagentur (kinag), ein Netz von Jugendreporterinnen und Jugendreportern. Unser Ziel war es, durch Meinungsbeiträge in kleineren Zeitungen den Kindern und Jugendlichen eine Stimme zu geben. Ich war dort sehr engagiert, bin gerne mit meiner Haltung hingestanden und habe Texte verfasst. So wie ich mich erinnere, hatte die kinag zwei fixe Sitze in der Jugendsession, und einen davon durfte ich 1995 besetzen. Ich war also in einer Doppelrolle dort, sowohl als Reporterin vor allem aber als einfache Teilnehmerin.

Wie hast du die Jugendsession erlebt?

Es war sehr inspirierend! Die Jugendsession ist ja mehr als 'nur' das Plenum im Nationalratsaal, obwohl das natürlich schon auch beeindruckend ist. Sie besteht aber auch aus Workshops, Begegnungen mit Parlamentarierinnen und Parlamentariern, Diskussionen innerhalb der Gruppe und dem Vorbereiten von Forderungen. Ich kann mich zwar nicht mehr an alle Einzelheiten erinnern, aber was mir sehr gut in Erinnerung geblieben ist, sind die vielen politischen Diskussionen: Die Jugendsession war das erste Mal, dass ich auf andere Gleichaltrige gestossen bin, die sich auch für Politik in ihrer ganzen Breite interessierten. Wir haben viel diskutiert, insbesondere jeweils auch nach dem Ende des offiziellen Teils.

Was hast du von der Jugendsession mitgenommen?

Ganz viel. Ich habe die die politischen Prozesse zum ersten Mal richtig kennengelernt. In den Diskussionen ist mir klargeworden, dass es zu jedem Thema nicht nur viele verschiedene Positionen gibt, sondern dass die Kunst der Politik die Suche nach dem gemeinsamen Nenner ist. Am Ende war es auch gar nicht so schwierig, eine

gemeinsame Forderung aufzustellen, aber zu Beginn bestand oft der Eindruck, wir würden von ganz unterschiedlichen Standpunkten herkommen. Schlussendlich waren sie dann aber doch gar nicht so weit auseinander.

Welche Rolle nimmt die Jugendsession in deiner Biographie ein?

Für mich war die Jugendsession mein Sprungbrett in die Politik. Ich habe zwar auch vorher viel über Politik diskutiert, sei es in der Schule oder der Kinag, aber gerade das Ringen um Ideen und Lösungen war doch neu. Ich bin dann anschliessend der Juso beigetreten, denn ich habe an der Jugendsession begriffen, dass man in der Politik nur etwas ändern kann, wenn man sich mit Gleichgesinnten zusammenschliesst. Wenn man politisch etwas bewegen will, reicht es nicht, eine Haltung zu haben und vielleicht etwas dazu zu schreiben, denn allein damit bewegt man nichts. Die Jugendsession hat mir den Reiz daran gezeigt, etwas zu verändern und selbst an der eigenen Zukunft mitzudenken und mitzugestalten.

Was ist deiner Meinung nach die Rolle der Jugendsession?

Als ich 1995 an der Jugendsession teilgenommen hatte, waren Jugendliche, die sich für politische Themen interessieren, eher etwas Exotisches. Umso wichtiger war für mich denn auch dieses Gefäss der Jugendsession, da ich dort viele andere politisch Interessierte getroffen habe. Mir wurde dort klar: die Jugendsession findet einmal im Jahr statt, aber die Politik prägt unseren Alltag jeden Tag, und das gilt auch heute noch. Politik betrifft uns alle. Insbesondere auch die junge Generation muss in der politischen Debatte und in den Parlamenten vertreten sein. Die Jugendsession spielt auch eine wichtige Rolle dabei, politische Bildung praktisch zu vermitteln, politisches Interesse in ein Engagement zu überführen, politisches Debattieren zu lernen, und sich mit der etablierten Politik zu vernetzen.

Was wünschst du der Jugendsession zum 30. Geburtstag?

Ich wünsche der Jugendsession weiterhin viel Mut, Lebensfreude und dass sie immer jung bleibt!

Le**i* partecipanti della sessione dei giovani

*Ogni anno, 200 giovani provenienti da tutta la Svizzera ricevono l'opportunità di avere un assaggio della vita politica a Berna, di lavorare insieme su un tema, di elaborare rivendicazioni per la seduta plenaria della Sessione dei giovani e infine di votare su queste richieste. Ma chi sono quest**i* giovani?*

Ogni autunno, 200 giovani provenienti da tutta la Svizzera si riuniscono a Berna per diventare politicamente attiv* durante quattro giorni e per rappresentare le proprie preoccupazioni. Chiunque, di età compresa tra i 14 e i 21 anni, può iscriversi, indipendentemente dalla lingua, dal livello di istruzione, dalla nazionalità o dall'affiliazione a un partito. La partecipazione alla Sessione dei giovani è gratuita per tutt**i* partecipanti, essendo tutti i costi, come il viaggio, l'alloggio e i pasti, coperti dalla Sessione dei giovani. I seggi per la Sessione dei giovani sono assegnati in una procedura di selezione che mira a garantire la più ampia e fedele rappresentazione possibile della gioventù Svizzera. Stare sul podio dell'oratrice**ore* nella camera del Consiglio Nazionale e rappresentare le proprie opinioni al resto della camera costituisce un'esperienza unica.

Negli ultimi anni, una media di 350 giovani si sono annualmente iscritt**i* per partecipare, e nel 2016 questa cifra ha raggiunto quota 413. Di questi, circa il 38% si era già iscritto in precedenza a una Sessione dei giovani, ciò significa quindi che circa due terzi di tutte le iscrizioni ogni anno provengono da persone che non erano precedentemente a conoscenza del progetto. D'altra parte, circa 100 iscrizioni all'anno provengono da giovani che hanno già partecipato almeno una volta, il che significa che circa la

metà di tutti i partecipanti dell'anno precedente vogliono prendere parte alla Sessione dei giovani ancora una volta.

In media, si iscrivono un po' meno giovani donne che giovani uomini, intorno al 45%, e il 14% di tutti gli interessati non sono nati in Svizzera. Circa due terzi di tutte le registrazioni provengono dalla Svizzera tedesca, poco meno del 30% dalla Svizzera francese e circa il 4% dal Ticino. Circa un quarto di tutt**i* interessat**i* ha meno di 16 anni e poco meno della metà ne ha più di 18. Di conseguenza, circa il 28% di tutt**i* interessat**i* sta assolvendo la scuola dell'obbligo. Le**Gli* studenti delle scuole superiori sono fortemente sovrarappresentati con una quota media del 37%, soprattutto comparando questo dato alla quota di interessat**i* che assolvono un apprendistato, la quale si attesta mediamente al 18%. Lo stesso vale per gli studenti, che rappresentano l'11% di tutte le iscrizioni, mentre solo il 3% di tutt**i* interessat**i* sono attiv* professionalmente e non in formazione.

Per compensare queste differenze e per motivare i membri di gruppi storicamente sottorappresentati a partecipare alla politica, le**i* 200 partecipanti sono selezionati tra queste diverse centinaia di interessat**i* con l'aiuto di un catalogo di criteri a più livelli. Per esempio, si dà la preferenza a chi partecipa per la prima volta, e si fa attenzione a garantire un buon mix di età, sesso e background educativo. Per assicurare che giovani da tutta la Svizzera siano rappresentati, ogni cantone riceve all'incirca tanti posti quanti sono i suoi seggi nel Consiglio nazionale. L'impegno politico o civico esistente o l'orientamento politico non è né richiesto né preso in considerazione nel processo di selezione.

Ehemaliger Teilnehmer



Matthias Steiner (*1996) war Teilnehmer der Jugendsession 2016. Er ist gelernter Elektroniker und hat Elektrotechnik an der Berner Fachhochschule studiert. Er lebt in Bern und ist in der Pfadi und der Klimabewegung aktiv.

INTERVIEW

MATTHIAS STEINER

Wie bist du 2016 Teilnehmer der Jugendsession geworden?

Ich war damals in der Regionalgruppe Bern der Gruppe für eine Schweiz ohne Armee (GSoA) aktiv und Kriegsmaterialexporte waren ein Thema an der Jugendsession. Das passte gut zusammen, ich war im richtigen Alter, also habe mich angemeldet und konnte dann auch teilnehmen. Ich kannte die Jugendsession vorher nicht gross, da ich nicht in einer Partei oder so bin, fand es aber auch wichtig, dass eine ausserparlamentarische Person dabei mitmacht, die sich bereits aktiv mit dem Thema auseinandergesetzt hat.

Wie hast du die Jugendsession erlebt?

Nach der Ankunft am Donnerstagmorgen haben wir uns in unserer Gruppe getroffen und als erstes wurde uns erklärt, wie die Jugendsession abläuft und in welcher Form wir unsere Forderung einreichen können. Zwei Personen vom Seco und ein GSoA-Sekretär haben uns dann in das Thema eingeführt und anschliessend haben wir in der Gruppe diskutiert, wie wir das Thema angehen wollten. Wir waren eine eher diverse Gruppe mit mehreren polarisierenden Mitgliedern und entsprechend bildeten sich rasch zwei Seiten mit ziemlich unterschiedlichen Meinungen, was wir fordern sollten. Da keine Seite für sich mehrheitsfähig war, mussten wir entsprechend lange diskutieren.

Wie liefen diese Diskussionen ab?

Auf beiden Seiten hatte es rhetorisch geschickte Personen, die versuchten, die noch unentschlossenen Teilnehmerinnen und Teilnehmer auf ihre Seite zu ziehen. Die eine Seite, auf der vor allem Mitglieder der bürgerlichen Jungparteien waren, hatte rasch einen Vorschlag entwickelt, mit dem sie auch relativ überzeugend waren. Nach erneuter Rücksprache mit den Experten drehten sich die

Mehrheitsverhältnisse dann doch noch. Für das Formulieren der Forderung hatten wir schlussendlich nur gut eine Stunde Zeit, vorher waren wir damit beschäftigt, eine Mehrheit für die eine oder andere Seite zu finden, auch am Abend nach der Sitzung noch.

Wie funktionierte die Zusammenarbeit in dieser polarisierten Gruppe?

Es war nicht wahnsinnig konstruktiv. Beide Seiten hatten schon früh einen eigenen Vorschlag formuliert, von dem wir die noch Unentschiedenen zu überzeugen versuchten. Entsprechend hatten wir dann nach der Abstimmung in der Gruppe auch nicht mehr viel zu diskutieren. Im Plenum kam dann die grösste Kritik an unserem Vorschlag auch aus unserer Gruppe, ähnlich wie im Parlament, wo die Kommissionsminderheit ihre Kritik auch noch anbringt. Allgemein hatte ich den Eindruck, dass es viele parteipolitisch organisierte Teilnehmerinnen und Teilnehmer hatte, und sich so rasch klare politische Blöcke bildeten. Die jüngeren und politisch nicht sehr gefestigten Teilnehmenden gingen da ein bisschen unter.

Was hast du von der Jugendsession mitgenommen?

Die Teilnehmenden an meiner Jugendsession waren in der Mehrheit eher links, was ja nicht den üblichen Kräfteverhältnissen im Parlament entspricht. Es war ganz lustig, einen Tag lang zu gewinnen, und ich hatte eine gute Zeit. Ich habe aber vor allem mehr über die politischen und parlamentarischen Prozesse gelernt. Diese können spannend sein und etwas Produktives bewirken, brauchen aber auch sehr viel Zeit und Nerven. Dinge kommen nicht einfach automatisch gut, und nur wenn man sich engagiert, erreicht man was. Man muss Andere einbinden, indem man ihnen aktiv zuhört und auf sie zugeht, auch wenn man nicht ganz derselben Meinung ist. Ich fand es auch beeindruckend, zu sehen, dass es Menschen gibt,

die sich für Demokratie und Jugendpartizipation an sich engagieren, ohne damit ein spezifisches politisches Ziel zu verfolgen.

Was wünschst du der Jugendsession zum 30. Geburtstag?

Ein erfolgreiches Weiterbestehen und mehr Wahrnehmung und Wertschätzung sowohl in der Öffentlichkeit als auch im Parlament.

ein
kompromiss,
das ist
die kunst,
einen kuchen
so zu
teilen,
dass jeder
glaubt,
er habe
das grösste
stück
bekommen.

erhard

wer gegen
politik ist,
ist für
die politik,
die mit
ihm gemacht
wird.

brecht

wer weiss,
wie gesetze
und wüste
zustände
kommen,
der kann
nachts
nicht mehr
ruhig
schlafen.

bismarck



Impressum

Herausgeber

Schweizerische Arbeitsgemeinschaft der Jugendverbände SAJV

Projektleitung Giona Rinaldi

Projektmitarbeit Tobias Mader

Redaktion Thomas Leibundgut

Übersetzungen

Stephanie Biaggi, Giona Rinaldi (IT)

Nathalie Clerc, Roxanne Barclay (FR)

Thomas Leibundgut (ENG)

Gestaltung Celine Künzle

Druck Druckerei Reitschule, Bern

Papier Nautilus

Schriften Sofia Pro, SangBleu Kingdom, Suisse BP Int'l

Bindung ?

Auflage 1500

Mit finanzieller Unterstützung des Bundes

im Rahmen des Kinder- und Jugendförderungsgesetzes (KJFG)

Partner*innen Bund

Schweizerische Eidgenossenschaft:

Bundesamt für Kultur BAK, Raumentwicklung ARE und Umwelt BAFU

Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten EDA

Partnerin Kommunikation

Publicis Zürich

Partnerin Austausch

Movetia

Hauptpartner*innen

Éducation21, Swiss Banking, Universität Bern, Neros, Water Hub, Glencore,

BKW, WWF, sia, Syngenta Group, EBP, Alternative Bank Schweiz,

Brot für Alle, Fastenopfer

Inhaltliche Unterstützung

Bundesamt für Energie BFE, Eawag, Greenpeace, Schweizerische

Energie-Stiftung, Staatssekretariat für internationale Finanzfragen SIF,

Staatssekretariat für Wirtschaft SECO, Swico, Swissmem, Swiss

Recycling, Swiss Water Partnership, Verband Schweizer Abwasser- und

Gewässerschutzfachleute VSA



Schweizerische Arbeitsgemeinschaft der Jugendverbände

Conseil Suisse des Activités de Jeunesse

Federazione Svizzera delle Associazioni Giovanili

Federaziun Svizra da las Uniuns da Gioventegna

www.sajv.ch / www.csaj.ch

SAJV / CSAJ

Hohle Gasse 4

3097 Liebefeld

©SAJV-CSAJ-FSAG, 2021



Jugendsession
Session des jeunes
Sessione dei giovani
Sessiun da giuvenils

www.jugendsession.ch

www.sessiondesjeunes.ch

www.sessionedeigiovani.ch